



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mercredi 1er novembre 1967,
à 10 h 55

Reprise de la quarante-troisième session

DOCUMENTS OFFICIELS

NEW YORK

S O M M A I R E

	Page
Adoption de l'ordre du jour	1
Organisation des travaux	1
Point 1 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil du commerce et du développement	1

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Congo (République démocratique du), Cuba, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, République socialiste soviétique d'Ukraine, Syrie, Yougoslavie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Adoption de l'ordre du jour (E/L.1191)

1. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général dans la première partie de laquelle figurent 10 points dont l'inscription à l'ordre du jour du Conseil est proposée. Si aucune objection n'est formulée, le Président considérera que le Conseil désire adopter l'ordre du jour tel qu'il figure dans ce document.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux

2. Le PRESIDENT note que la deuxième partie du document E/L.1191 contient des propositions concernant l'ordre dans lequel le Conseil devrait examiner les points de son ordre du jour. Etant donné que le Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles n'a pas encore achevé ses travaux, l'examen du point 3 devra être différé jusqu'à ce que le rapport de ce

comité soit prêt. Cela mis à part, le Conseil voudra peut-être donner suite aux propositions figurant dans la deuxième partie du document E/L.1191.

3. Si aucune objection n'est formulée, le Président considérera que le Conseil accepte le calendrier qu'il a proposé.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du commerce et du développement
(E/4434, E/4437/Rev.1)

4. Le PRESIDENT, au nom du Conseil, souhaite la bienvenue au Secrétaire général de la CNUCED et l'invite à faire une déclaration.

5. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), présentant le rapport du Conseil du commerce et du développement, communiqué au Conseil par une note du Secrétaire général (E/4434), dit qu'il s'agit d'un des documents les plus constructifs émanant de ce Conseil. A sa cinquième session, le Conseil du commerce et du développement a adopté l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la CNUCED. Chose plus importante encore peut-être, un consensus s'est fait au sujet de ce que le Président du Conseil a appelé, dans sa déclaration, reproduite au paragraphe 31 du rapport du Conseil, les "points de cristallisation" auxquels la deuxième session de la Conférence devra s'attacher pour ne pas disperser les efforts des participants dans un domaine trop vaste.

6. Le premier de ces points a trait aux problèmes des produits de base, qui n'ont pas été examinés de façon approfondie pendant les négociations Kennedy. La deuxième session de la Conférence devrait aborder ces problèmes de façon réaliste et chercher les moyens d'assurer aux produits primaires en provenance des pays en voie de développement une place plus importante sur les marchés en expansion des pays développés. Cet objectif pourrait être atteint, notamment, par l'élimination des barrières douanières et autres.

7. Le deuxième point porte sur les exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement vers les pays développés. Le Conseil du commerce et du développement a estimé encourageant que les membres de l'OCDE aient accompli des progrès considérables dans la discussion des tarifs préférentiels et l'on espère que la deuxième session de la Conférence sera en mesure d'approuver un ensemble de principes de base concernant un système de tarifs préférentiels non discriminatoires et non réciproques applicables à tous les pays en voie de développement. Le Conseil a reconnu néanmoins que, même si les pays développés adoptaient une politique très libérale à cet égard, les pays en voie de développement devraient

tout de même entreprendre une action systématique en vue de stimuler leur commerce d'exportation.

8. En ce qui concerne le point suivant, à savoir le financement lié au commerce, le Conseil a accordé une attention particulière à des questions telles que les transferts de ressources financières aux pays en voie de développement, les clauses et conditions de ces transferts, le service de la dette publique et le financement de stocks régulateurs. La question du financement supplémentaire est encore actuellement à l'étude par le Groupe intergouvernemental de la CNUCED. De nombreuses délégations ont exprimé l'espoir que, sur la base de l'étude effectuée par le secrétariat de la BIRD^{1/} et des délibérations du Groupe intergouvernemental, la deuxième session de la Conférence serait en mesure de parvenir au moins à un accord de principe en ce qui concerne la création d'un système de financement supplémentaire et le montant des fonds nécessaires à cet effet. Les efforts à faire pour instituer un tel système ne doivent pas cependant faire perdre de vue qu'il est urgent de reconstituer d'abord les ressources de l'AID.

9. Un autre point de cristallisation concerne les mesures qui pourraient être prises pour stimuler les échanges commerciaux parmi les pays en voie de développement et, en particulier, les accords d'intégration économique aux niveaux régional et sous-régional entre les pays en voie de développement. Le secrétariat a préparé un rapport sur cette question et l'on espère que la deuxième session de la Conférence prendra des décisions positives quant aux moyens de favoriser les efforts actuellement déployés par les pays en voie de développement.

10. Dans le contexte de discussions sur les relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents, on a estimé qu'on ne pourra exploiter toutes les possibilités de relations commerciales entre les pays en voie de développement et les pays socialistes que si les relations sont plus actives entre les pays socialistes et les pays développés à économie de marché.

11. Après de longues discussions, le Conseil du commerce et du développement a décidé d'inscrire le problème alimentaire mondial à l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence, en dépit des réserves formulées par quelques pays en voie de développement au sujet des mesures partielles adoptées à cet égard. Ce problème doit évidemment être examiné dans le contexte plus large du commerce et du développement en général, car la révolution technologique qui s'impose pour accroître la production alimentaire dans les pays en voie de développement ne manquera pas de provoquer le déplacement de travailleurs agricoles, aggravant ainsi le problème du chômage créé par l'explosion démographique. On ne peut résoudre ce problème du chômage qu'en accélérant l'industrialisation des pays en voie de développement et en augmentant leurs exportations d'articles manufacturés à destinations des pays développés.

12. Le dernier point de cristallisation porte sur les problèmes particuliers qui se posent aux plus défavorisés des pays en voie de développement. Le Conseil a estimé que la deuxième session de la Conférence devrait prendre des mesures précises pour aider ces pays à accélérer leur rythme de croissance économique.

13. Le fait que les objectifs, pourtant modestes, de la Décennie des Nations Unies pour le développement n'ont pu être atteints devrait inciter la communauté internationale à redoubler d'efforts pour résoudre les problèmes urgents du développement. Il faut instituer, à l'échelon international, une stratégie globale du développement, ce qui suppose une action concertée des trois groupes de pays — les pays développés à économie de marché, les pays développés à économie planifiée et les pays en voie de développement — ainsi qu'une répartition rationnelle des responsabilités. Il faut espérer que la deuxième session de la Conférence réalisera de nets progrès dans cette voie.

14. Revenant au rapport du Secrétaire général sur le projet de centre commun CNUCED/GATT du commerce international (voir E/4437/Rev.1), M. Prebisch rappelle qu'au cours d'une réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, qui s'est tenue en janvier 1967 et à laquelle assistaient le Directeur exécutif de l'ONUDI et lui-même, il avait été décidé que le Département des affaires économiques et sociales, les commissions économiques régionales, y compris le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth, la CNUCED, l'ONUDI et le PNUD coordonneraient leurs activités et mettraient en commun leurs ressources, dans le cadre d'un programme commun des Nations Unies visant à promouvoir les exportations des pays en voie de développement. Afin d'éviter tout double emploi entre ce programme des Nations Unies et les travaux du Centre du commerce international du GATT, créé en 1964, on propose maintenant d'instituer un centre commun CNUCED/GATT du commerce international, qui veillerait à ce que l'on tire le meilleur parti des ressources disponibles et à ce que les pays en voie de développement soient aidés de la façon la plus efficace et la plus complète possible. Le Conseil du commerce et du développement s'est félicité de cette proposition et en a accepté le principe. M. Prebisch espère que ce projet sera accueilli favorablement par l'Assemblée générale.

15. Il est utile que la CNUCED soit représentée au sein des réunions internationales où l'on traite du commerce et du développement. Aussi le Secrétaire général de la CNUCED a-t-il accepté d'assister à la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement organisée à Alger en octobre 1967, ainsi qu'à la prochaine réunion au niveau ministériel que tiendra l'OCDE à Paris. La réunion d'Alger a préparé de façon constructive la deuxième session de la Conférence car les pays en voie de développement, laissant de côté les considérations politiques, ont défini les dénominateurs communs de leurs positions respectives afin d'adopter une attitude commune à New Delhi. Presque inévitablement, la première session de la Conférence a été caractérisée par l'affronte-

^{1/} Etude sur les mesures financières supplémentaires, demandée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — 1964 (Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, Washington [D.C.], décembre 1965).

ment entre pays développés et pays en voie de développement, mais la réunion d'Alger a montré que ces derniers pays étaient en train d'adopter une attitude positive à l'égard de la deuxième session de la Conférence et soumettraient une série de propositions précises aux pays développés en vue de faciliter le dialogue et d'aboutir à des décisions constructives.

16. M. Prebisch espère que la deuxième session de la Conférence sera marquée par des négociations, au sens le plus large du terme, et par des décisions concrètes. Elle pourrait en effet constituer un forum où s'ouvriraient des négociations sur les principes d'une stratégie globale du développement au niveau international.

17. M. DEWULF (Belgique) dit que les membres du Conseil savent l'intérêt actif que son pays a manifesté pour la CNUCED dès la création de celle-ci, et son désir sincère de voir appliquer des mesures positives afin de réaliser les buts que s'est donnés la Conférence. La Belgique est animée du même esprit dans ses préparatifs pour la seconde session; elle reste convaincue qu'il est urgent et nécessaire de rechercher, à l'échelle mondiale, la solution des problèmes économiques actuels et espère que des solutions pratiques et réalistes pourront être trouvées à New Delhi.

18. De l'avis de la délégation belge, si l'on veut adopter une attitude réaliste, il est indispensable que la bonne volonté à entreprendre des pourparlers et des négociations prévale à la seconde session de la Conférence: les affrontements de blocs, la pression exercée par les majorités ou les exigences, pour justifiées qu'elles puissent être, n'arriveront pas à faciliter les solutions. Comme l'a souligné récemment, à la Deuxième Commission, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, parlant du rejet d'un système de vote proportionnel à la première session de la CNUCED:

"Cela était conforme à la vocation même des Nations Unies et signifiait que le pouvoir y restait un pouvoir d'influence. Cela ne veut pas dire que l'information et le débat soient les seuls instruments possibles. Au contraire, la négociation est essentielle et la CNUCED possède même à cet égard un dispositif de conciliation dont la mise au point fut décisive pour le succès de la première session de la Conférence.^{2/}"

19. A la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, la délégation belge a accepté l'accord de compromis sur l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence, en dépit de ses appréhensions quant au risque de surcharger un programme déjà ambitieux, car elle a reconnu que l'exemple du jour devait tenir compte d'événements significatifs récents, comme par exemple les accords résultant des négociations Kennedy ou le problème alimentaire mondial. La délégation belge s'attend à ce que le travail de la conférence soit principalement consacré, pendant la deuxième session, aux cinq questions qui offrent les meilleures possibi-

lités de négociations fructueuses. Ces questions sont: la stabilisation des marchés des produits de base; les préférences dans le domaine des articles manufacturés; la coopération commerciale à l'échelle régionale entre les pays en voie de développement; la promotion des exportations des pays en voie de développement; enfin, le financement supplémentaire. Même si la Conférence ne trouve pas de solutions définitives pour chacun de ces problèmes, il sera au moins possible de mettre au point une ligne de conduite, de négocier des accords et de mettre en train un mécanisme approprié.

20. Si tous les participants à la Conférence sont prêts à accepter une telle manière de voir, à éviter les affrontements de doctrine et à rechercher des solutions réalistes à des problèmes concrets, un grand pas vers l'établissement d'une autorité mondiale pour la coopération et le développement sera certainement accompli.

21. M. KAUL (Inde) juge de bon augure pour l'avenir que le Conseil ait pu, à sa cinquième session, arriver à un accord sur l'ordre du jour provisoire et sur les préparatifs de la deuxième session de la CNUCED. La délégation indienne espère sincèrement que le même état d'esprit inspirera les travaux à New Delhi et que les négociations qui y seront entreprises mèneront à des solutions pratiques aux problèmes d'ampleur grandissante des pays en voie de développement.

22. Les questions de fond que les pays en voie de développement tiennent le plus à voir progresser vers une solution au cours de la seconde session de la Conférence sont énumérées dans un document établi pendant la récente réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement à Alger. Ce document doit être soumis à l'Assemblée générale^{3/} et être examiné très prochainement par la Deuxième Commission, où la délégation indienne aura l'occasion de faire connaître ses vues.

23. M. Kaul propose au Conseil de prendre note avec satisfaction du rapport du Conseil du commerce et du développement et de le transmettre à l'Assemblée générale.

24. M. BILLNER (Suède) fait remarquer que, même si les travaux entrepris dans le cadre de la CNUCED n'ont pas encore donné beaucoup de résultats concrets, cela n'équivaut pas à une absence de progrès. Les débats et les travaux de ces dernières années ont permis de mieux comprendre les causes profondes des problèmes qui se posent en matière de commerce et de développement et d'en entrevoir les solutions possibles. C'est ce qui est apparu clairement lors de la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, dont le Conseil économique et social étudie maintenant le rapport (voir E/4434).

25. Le Secrétaire général de la CNUCED a exprimé le sentiment prédominant à la cinquième session du Conseil lorsqu'il a dit que les problèmes profonds du développement imposaient la mise au point d'une stratégie globale du développement faisant intervenir

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Deuxième Commission, 1109ème séance, par. 9.

^{3/} Ibid., vingt-deuxième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/C.2/237.

une action concertée des pays industrialisés et des pays en voie de développement. Le Conseil a estimé que la Conférence contribuerait le mieux à cette stratégie en portant ses efforts, à sa deuxième session, sur les problèmes où l'accord est possible ou probable, ou sur ceux dont l'importance justifie l'examen d'urgence. Le Président du Conseil a résumé, vers la fin de la session, les problèmes précis qui répondent à ces critères et les a énumérés dans sa déclaration, reproduite au paragraphe 31 du rapport du Conseil du commerce et du développement.

26. Cette politique a l'approbation des pays nordiques, qui se préparent en commun à la deuxième session de la Conférence; les problèmes qui feront l'objet d'une attention particulière sont en fait, dans de nombreux cas, ceux qui, à leur avis, méritent la priorité. Les résultats de la cinquième session du Conseil les aideront donc beaucoup dans leurs efforts pour apporter à la Conférence une contribution vraiment constructive.

27. Les pays nordiques ont appuyé dès le début la proposition tendant à créer un centre commun CNUCED/GATT du commerce international et sont pas conséquent heureux de constater que le rapport détaillé du Secrétaire général sur le centre proposé sera bientôt examiné par l'Assemblée générale (voir E/4437/Rev.1).

28. M. VIAUD (France) déclare que les références faites par les orateurs précédents à la récente réunion ministérielle d'Alger et à la prochaine réunion au niveau ministériel que l'OCDE tiendra à Paris ont montré que tous les participants à la deuxième session de la Conférence s'y préparent activement. La cinquième session du Conseil a aussi obtenu des résultats positifs à ce sujet. La longueur même de l'ordre du jour provisoire, qui a suscité des objections de la part de certains membres, pourrait être un avantage, car elle obligera les participants à éliminer certains points et à concentrer ainsi l'attention sur les problèmes d'une urgence réelle ou se prêtant le plus à une solution immédiate. On devrait aussi féliciter le Conseil des mesures pratiques qu'il envisage afin de permettre à la Conférence de commencer le travail le plus rapidement possible, sans perdre de temps à des discussions de procédure et d'organisation.

29. Comme le Président l'a dit à la 151^{ème} séance du Conseil du commerce et du développement, le fonds commun d'idées et d'expérience, acquis au cours des cinq sessions du Conseil, aidera ses membres à se mettre rapidement au travail et à adopter une attitude réaliste dans les débats de la Conférence. La délégation française appuie le résumé des trois objectifs fondamentaux de la Conférence qui sont mentionnés au paragraphe 8 de la déclaration du Président, reproduite au paragraphe 31 du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session (voir E/4434). Elle estime toutefois que les moyens employés pour atteindre ces objectifs ont une importance considérable. L'expérience des années récentes a montré qu'il n'était pas suffisant de définir simplement des principes et des concepts. Seule la détermination à établir un dialogue véritable entre des parties ayant des intérêts divergents et parmi tous les pays participants peut produire le

genre d'accord négocié qui entraînerait une modification économique et commerciale. Aucune autre institution internationale n'est aussi universelle dans sa composition que la CNUCED et aucune autre institution ne peut donc offrir une meilleure chance de réconcilier les intérêts divergents de tous les pays qui auraient une contribution intéressante à apporter au développement économique des nations pauvres.

30. M. RANKIN (Canada) propose de faire distribuer l'importante déclaration du Secrétaire général de la CNUCED comme document officiel du Conseil.

31. La délégation canadienne a donné son avis sur les questions de commerce et de développement à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, et aura de nouveau l'occasion, à l'Assemblée générale, de préciser sa position sur la politique que devrait suivre la CNUCED en attendant l'ouverture de sa deuxième session.

32. Outre la discussion sur les préparatifs de cette session, le Conseil a abordé deux questions qui présentent un intérêt particulier pour le Conseil économique et social en ce qui concerne la coordination et la coopération entre la CNUCED et diverses institutions et organisations internationales s'occupant du commerce international. Il s'agit de la coopération avec d'autres organes internationaux pour ce qui est de l'organisation de réunions où l'on examinerait les problèmes posés par le commerce de certains produits de base donnés, ainsi que de la coopération entre le GATT et la CNUCED en vue de la création d'un centre commun de promotion des exportations. Pour le commerce des produits primaires comme pour la promotion des exportations, les pays en voie de développement auraient tout avantage à ce que l'on tienne compte de la contribution précieuse que d'autres organisations, notamment les commissions économiques régionales, peuvent apporter en coopération avec la CNUCED. Divers conseils des produits de base et d'autres organisations peuvent jouer un rôle important dans les efforts communs en vue de fixer des prix stables et rémunérateurs pour les produits de base. C'est pourquoi la délégation canadienne a appuyé la résolution 36 (V) du Conseil du commerce et du développement.

33. Le Centre du commerce international du GATT constituerait un excellent point de départ pour un effort commun et élargi du GATT et de la CNUCED dans le domaine très important de la promotion des exportations. Comme d'autres délégations au Conseil du commerce et du développement, le Canada accueille favorablement la proposition tendant à créer un centre commun du commerce international et souhaite que les organes compétents prennent rapidement les décisions appropriées concernant l'application de cette proposition. Le Gouvernement canadien espère que l'on examinera bientôt les propositions détaillées que les secrétariats de GATT et de la CNUCED vont soumettre en ce qui concerne l'administration et le financement du centre commun. Il faut espérer que, lorsque la deuxième session de la Conférence s'ouvrira en février 1968, le centre commun sera déjà en voie de devenir un organe établi, capable de jouer un rôle central dans le domaine de la promotion des exportations, auquel

l'Organisation des Nations Unies consacre des efforts de plus en plus grands.

34. Le PRESIDENT conclut, en l'absence d'objection, que le Conseil économique et social souhaite adopter la proposition du représentant du Canada tendant à faire distribuer la déclaration du Secrétaire général de la CNUCED comme document officiel du Conseil.

Il en est ainsi décidé^{4/}.

35. M. HOVEYDA (Iran) dit que sa délégation a donné son avis à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement et qu'elle aura l'occasion de participer à la discussion qui aura lieu à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale. L'Iran partage tout à fait l'opinion exprimée par les représentants de la Belgique et de la France à propos de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la CNUCED et approuve les remarques du représentant de la Suède sur la nécessité de concentrer l'attention sur les problèmes importants. Il voudrait attirer l'attention du Conseil sur le paragraphe 14 du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session (voir E/4434), dans lequel on insiste sur l'importance de la publicité à faire pour annoncer la deuxième session de la Conférence. C'est une question dont le Conseil devrait s'occuper car elle est d'un intérêt vital pour le succès de la Conférence. La délégation iranienne espère que la Conférence servira de forum à un dialogue véritable entre les différents groupes représentés, et conduira à l'adoption de mesures précises dans le domaine du commerce mondial et du développement.

36. M. ATTIGA (Libye) estime, comme le Secrétaire général de la CNUCED, qu'à la première session de la Conférence on a assisté — chose peut-être inévitable — à un affrontement entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Cet affrontement était dû en partie au fait que, pour la première fois, les deux groupes s'étaient réunis pour discuter de questions vitales et complexes qui se posent dans le domaine du commerce et du développement, et en partie au fait que l'on manquait de renseignements sur ces questions et sur la position adoptée par les différents pays. On dispose aujourd'hui de renseignements beaucoup plus complets qu'en 1964, et les pays en voie de développement comme les pays industrialisés peuvent donc, au lieu de s'affronter, entamer un dialogue à la deuxième session de la Conférence. Pourtant, la Conférence doit être davantage que la simple prolongation d'un dialogue théorique, si fructueux soit-il, entre pays en voie de développement et pays développés; elle doit conduire à l'adoption de mesures précises, ou en préparer la voie.

37. Le rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session (voir E/4434) constitue une base solide pour les préparatifs de la deuxième session de la CNUCED, et il est encourageant de constater que les doutes exprimés à la quarante-troisième session du Conseil économique et social quant à la possibilité de réaliser un accord au sein du Conseil du commerce et du

développement sur les points qui seront discutés à la Conférence ont été injustifiés.

38. M. LAVALLE (Guatemala) dit que la deuxième session de la CNUCED servira à attirer l'attention sur les aspirations des pays en voie de développement au progrès économique et social. Les questions qui seront débattues à la Conférence soulèvent une grave inquiétude, à la fois parce qu'elles sont très complexes et parce qu'il est très difficile et de plus en plus urgent de les résoudre dans la pratique. A propos de l'attitude que devraient adopter les pays développés lorsqu'ils aident les pays pauvres à faire progresser leur économie, il ne faut pas oublier que les peuples des pays en voie de développement n'en sont pas à mendier de l'aide. L'ampleur des efforts déployés par ces derniers a été soulignée par le Président de la BIRD qui a déclaré que les quatre cinquièmes des investissements des pays en voie de développement proviennent de ressources intérieures, et que les recettes d'exportation de ces pays sont quatre fois supérieures au montant total des fonds affectés au financement du développement par les pouvoirs publics et les investissements privés étrangers. Etant donné l'interdépendance des économies dans le monde, il faut reconnaître que l'assistance extérieure aux pays en voie de développement profitera aussi aux pays économiquement avancés, même si elle entraîne le sacrifice de certains intérêts. Il est urgent d'établir une stratégie globale du développement dans un monde où des millions d'hommes vivent encore dans un état de pauvreté effrayante et cela à une époque où le progrès technique qui peut être accompli en une seule année dépasse les progrès qu'autrefois il fallait un siècle pour réaliser. La CNUCED doit se donner pour tâche essentielle de définir la stratégie globale du développement.

39. A la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, on n'a pas tout à fait réussi à définir et à délimiter les domaines devenus "mûrs" pour une action concrète et auxquels la deuxième session de la Conférence devrait se consacrer de préférence à d'autres. On a toutefois progressé dans la voie d'un accord au sujet de certains d'entre eux, et notamment au sujet de l'octroi de préférences générales en faveur des exportations de produits manufacturés et de produits semi-finis des pays en voie de développement. La délégation guatémaltèque pense qu'il faudrait inclure les exportations de produits de base dans un système préférentiel général pour les exportations des pays en voie de développement. Il lui semble toutefois que, pour le moment, il faudrait prendre des mesures pour chaque produit de base séparément.

40. La délégation guatémaltèque note avec satisfaction que, parmi ces domaines d'action, semblent se trouver les principaux éléments d'une politique des produits de base, notamment les ententes internationales sur les produits et les autres techniques de stabilisation des marchés des produits, ainsi qu'un programme de libéralisation et d'expansion du commerce des produits de base présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement.

41. Il est encourageant que l'accord se soit fait sur la promotion des exportations du tiers monde, à la cinquième session du Conseil, et la délégation gua-

^{4/} Le texte *in extenso* de la déclaration faite par le Secrétaire général de la CNUCED a été distribué sous la cote E/L.1192.

témaltèque se félicite de l'initiative prise par le GATT et par la CNUCED d'établir un centre commun du commerce international. En ce qui concerne le financement extérieur, le Guatemala espère que l'on instituera un système de financement supplémentaire, et cela d'autant plus que son économie a beaucoup souffert des fluctuations de prix à l'exportation. Quoi qu'il en soit, la priorité absolue doit aller au renouvellement des ressources de l'AID, qui est

un instrument vital de transfert de ressources à destination des pays en voie de développement.

42. La délégation guatémaltèque est prête à participer activement aux préparatifs de la deuxième session de la Conférence, qui, espère-t-elle, donnera les grandes lignes d'une stratégie globale de développement.

La séance est levée à 12 h 45.